

Déclaration liminaire CAP des secrétaires administratifs du 21 juin 2018

Madame la Présidente,

Notre CAP d'aujourd'hui va notamment traiter des promotions. Les ratios pro/pro vont sérieusement pénaliser de nombreux agents ! Comment pouvez-vous expliquer à ces agents reconnus et méritants que seule, une décision comptable va modifier leur parcours professionnel et les pénaliser financièrement ? Comment, l'employeur État peut-il traiter avec autant de mépris ses propres agents ?

Nous ne reviendrons pas sur l'engagement de **Force Ouvrière** pour le service public républicain et le respect du statut des fonctionnaires, mais accordez-nous le doute dans cette nouvelle réforme de l'administration « Action Publique 2022 ».

Le but recherché par le gouvernement est simple : ajuster le budget national à un idéal libéral en méprisant les agents publics, les agents de l'État étant la variable d'ajustement la plus facile.

Nous le savons et vous le savez, un moyen efficace et durable pour concrétiser la reconnaissance des agents est d'ouvrir l'entonnoir vers la catégorie A. Le MTES a obtenu un plan de requalification, certes insuffisant, mais a obtenu l'ouverture de postes en catégorie A pour ses SA, et nous rien ? Pourquoi ? Pouvez-vous nous apporter une réponse ?

Le projet de transfert des SEA vers l'ASP aura un impact pour les SA. Impact positif ? Négatif ? Là aussi, êtes-vous en mesure de nous répondre ?

A l'instar des propositions de promotions qui sont faites à cette CAP pour les SA en poste à l'ASP, on peut facilement comprendre le signal donné aux agents en poste dans les SEA, qui avaient été pénalisés par la structuration de l'ASP, en son temps.

Mais ne soyons pas dupes, quand nos collègues techniciens écrivent au ministre, nous citons : « *Aujourd'hui le corps des TSMA est au bord de l'asphyxie et aucune perspective ne nous est donnée. Les promotions sont engorgées et l'administration nous laisse craindre une baisse des taux pour la prochaine CAP* », on peut craindre le pire pour les détachements de SA vers ce corps technique asphyxié.

Dans cette nouvelle situation, vous oubliez les agents en poste dans les établissements, contrairement à ce qui avait été annoncé dans une réunion, très officielle, interministérielle par exemple pour l'IFCE. Nous citons : « *nous faciliterons, au sein de nos CAP, les agents de l'IFCE, pour leur mobilité mais aussi pour leurs promotions et leurs détachements* ».

AH! la parole donnée par l'administration, laquelle doit-on croire ?

Force Ouvrière, dans son combat pour défendre les agents, apporte l'expertise aux agents et l'information. **FO** a voté contre le PPCR et contre le RIFSEEP et chacun comprend pourquoi.

Force Ouvrière a revendiqué le maintien du détachement avec la possibilité de l'intégration directe, chacun comprendra pourquoi.

Chaque agent doit avoir la possibilité de choix pour son parcours car c'est la base même de la reconnaissance d'un agent de l'État.

Les commissions administratives se succèdent mais les inquiétudes de vos agents, sur leur devenir au sein de leur structure, restent toujours aussi fortes.

Une question Madame La Présidente, quelles sont les missions d'avenir pour les SA au sein de notre ministère ? La réponse doit être sans appel, vous devez répondre honnêtement et clairement.

Notre revendication prioritaire pour cette CAP et notre exigence est un plan permettant le passage en catégorie A dans les meilleurs délais. Si vous respectez les SA qui servent au quotidien l'État dans des conditions difficiles et de plus en plus difficiles, vous devez reconnaître tous ces agents. Là aussi, il n'y a plus d'alternative.

Enfin, **FO** remercie les gestionnaires pour la qualité de leur travail et leur disponibilité et demande le renforcement de leurs bureaux par des recrutements. Depuis quelque temps, ces agents ont été mis à mal par des pseudos réorganisations, cela doit s'arrêter immédiatement.

